

# L'Europe des vents contraires

ÉCRIT PAR AFP EDNH

7 mai 2019



Paris - Plusieurs Etats membres de l'Union européenne sont secoués depuis plusieurs années par l'émergence des mouvements d'opposition, comme par exemple les "gilets jaunes en France" qui prennent la rue pour confronter leur gouvernement et exploitent les capacités d'organisation offertes par les réseaux sociaux, mais dont l'effet sur les prochaines élections européennes reste incertain.

Voici un bref tour des principaux mouvements:

## **La France des "Gilets jaunes"**

Depuis le 17 novembre 2018, une fronde sociale secoue les villes de France tous les samedis: initié via les réseaux sociaux pour protester contre l'augmentation du prix du carburant, le

mouvement dénonce la politique fiscale, les “injustices”, les petites retraites et un défaut de démocratie... Sa persistance, même s'il ne réunit plus que 20 à 30.000 manifestants contre 300.000 au plus fort de la mobilisation, menace le mandat du président Emmanuel Macron dont les manifestants ont demandé la démission.

Les réponses apportées jusqu'ici à coups de milliards d'euros et propositions de réformes n'ont pas entamé la détermination des irréductibles, systématiquement rejoints désormais par les casseurs des “black-blocs”.

Le mouvement a fait quelques émules en Belgique pour réclamer le départ du Premier ministre Charles Michel, ainsi qu'aux Pays-Bas et en Allemagne, sans que la braise prenne vraiment.



Les Européens pensent-ils que leurs intérêts sont bien pris en compte par le système politique de leur pays? Comparaison dans les 28 membres, selon l'Eurobaromètre de la Commission européenne

## **Les Brexiteers de Grande-Bretagne**

Faut d'avoir rompu les amarres à temps, le Royaume-Uni va devoir voter aux élections européennes le 23 mai et le “Parti du Brexit” de Nigel Farage compte bien se faire entendre: crédité à la mi-avril de 27% des voix - largement en tête devant Travailleuses (22%) et Conservateurs (15%) - le parti se présente comme le “sauveur du Brexit”, capable de mener à bien le divorce entre le Royaume-Uni et l'UE, alors que le gouvernement conservateur de Theresa May a demandé son report à deux reprises.

L'Ukip, le parti britannique europhobe et anti-immigration qui se présente comme le “vrai” parti du Brexit est relégué loin derrière son concurrent.



Estimations basées sur l'impact simulé d'un Brexit dur et d'un Brexit “soft” dans une sélection de pays par an et par habitant par

an

## **La Hongrie anti-Orban**

A l'appel des syndicats, de partis d'opposition et d'ONG, 15.000 personnes avaient rejoint un mouvement anti-Orban dans les rues de Budapest fin décembre pour protester contre la politique autoritaire du Premier ministre Viktor Orban ce qui lui a valu la suspension de son parti, Fidesz, courant mars au Parlement européen.

Alors même que la Hongrie est un des principaux bénéficiaires des fonds européens, Budapest a lancé en février une vaste campagne contre la Commission européenne, l'accusant de favoriser l'immigration aux côtés de M. Soros. Mais la mobilisation populaire en Hongrie n'a pas retrouvé sa vigueur de l'hiver.



Comment les Européens perçoivent-ils la montée des partis politiques protestant contre les élites politiques traditionnelles dans les pays de l'Union européenne? Comparaison dans les 28 membres, selon l'Eurobaromètre de la Commission européenne

## **La Slovaquie contre la corruption**

L'assassinat l'an dernier du journaliste d'investigation Jan Kuciak et de sa compagne, revendiqué par un militaire, avait déclenché en 2018 des manifestations massives en Slovaquie et provoqué la démission du Premier ministre. Le journaliste s'apprêtait à publier un article sur les liens présumés entre des hommes politiques slovaques et la mafia italienne.

Cette vague d'indignation a contribué à porter au pouvoir l'avocate libérale et militante anti-corruption Zuzana Caputova, première femme élue à la présidence du pays en contrepoids face aux populistes au pouvoir.

## **Gdansk et la Pologne contre la haine**

L'assassinat du très populaire maire de Gdansk, Paweł Adamowicz,

53 ans, en janvier dans le nord de la Pologne a provoqué une vague d'indignation dans le pays: pour de nombreux Polonais, le véritable responsable de cet assassinat n'est pas le criminel, un déséquilibré qui l'a poignardé en l'accusant d'être indirectement responsable de son long séjour en prison, mais le discours de haine qui polarise la classe politique et la société polonaise.

Une vive hostilité persistante entre le parti conservateur au pouvoir Droit et Justice (PiS) et l'opposition centriste a transformé ces dernières années le débat public en Pologne en un échange d'accusations mutuelles, d'invectives et de menaces sans susciter de réaction de la part de l'Etat.

## **L'Allemagne anti-migrants de Pegida**

La question migratoire et les rumeurs autour du Pacte de Marrakech - affirmant que l'UE allait céder à l'ONU toute décision concernant l'accès des migrants à son territoire - a galvanisé l'extrême droite allemande en décembre, en particulier le mouvement "Pegida" - Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident.

Mais même si les manifestants ont brièvement arboré un "gilet jaune", leur message se veut exclusivement anti-gouvernement et anti-immigration. Ils ont réclamé le départ de la chancelière Angela Merkel - coupable d'avoir massivement ouvert le pays en 2015 aux réfugiés syriens et afghans notamment - et prôné la défense des peuples européens et la suppression de tous droits aux étrangers.

Pegida, né à Dresde en 2015, dans l'ancienne RDA, est à la pointe de cette mobilisation qui se reforme à chaque incident impliquant un réfugié.



Données sur la population musulmane en Europe en 2016

## **Podemos d'Espagne**

Né en 2014 pour dénoncer la précarité des emplois, la corruption de la "caste" régnante et le pouvoir excessif des banques ou des

multiplication des multinationales, Podemos, le parti de Pablo Iglesias miné par les divisions, vient de subir un net revers aux législatives espagnoles. Il peut tenter de remobiliser à l'occasion des élections européennes.



Évolution de la part du revenu national captée par les 10% des citoyens les plus aisés dans les pays de l'Union européenne, de 1980 à 2017